

RA / 714 / 2024 DGST / DM / 365 2024

Nous, Maire de la Ville de Cambrai

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les règlements municipaux de voirie,

Vu la demande formulée par Monsieur Maxime Liberti, exploitant du débit de boissons « La régie Française ».

ARRETONS :

Article 1 : Monsieur Maxime Liberti, exploitant du débit de boissons « La régie Française », est autorisé à installer une terrasse, de mai à septembre, composée de tables et chaises.

Article 2 : Localisation de la terrasse :

Rue Henri de Lubac
Au droit des n° 36

Sur la partie stationnement, La terrasse forme rectangle, le long de la façade, de 6.60 * 2.50 mètres

Représentant une emprise de 16.5 m²

Article 3 : Pour permettre cette occupation, le stationnement des véhicules de toutes sortes sera interdit, par et sous la responsabilité de Madame Mathilde Defossez :

Rue Henri de Lubac
Au droit des n° 36

Article 4 : La mairie se réserve le droit de suspendre ou de modifier la présente autorisation lors des festivités locales.

Article 5 : L'aménagement de cette terrasse devra prendre en compte la nécessité d'organiser l'accessibilité des personnes à Mobilité réduite.

Article 6 : Dans le cas où l'immeuble voisin possède une terrasse. Les terrasses devront être alignées.

Article 7 : le trottoir devra rester libre pour la circulation des piétons et des personnes à mobilité réduite

Article 8 : l'exploitant est responsable des accidents ou dommages pouvant résulter de l'utilisation de sa terrasse. Il prendra toutes dispositions pour les prévenir. Il sera responsable des dommages pouvant être causés aux personnes et aux biens qui seraient la conséquence directe ou indirecte de son installation

Article 9 : l'exploitant s'engage à informer sa clientèle et à l'inciter à respecter l'environnement et la tranquillité des abords de son établissement.

Article 10 : Les droits des tiers sont expressément réservés.

Article 11 : l'exploitant ne pourra léguer son autorisation à ses ayant droits ou à un nouvel exploitant.

Article 12 : Aucun mobilier ne pourra être installé avant 7 heures le matin. De plus le retrait de celui-ci et de ses accessoires s'effectueront à la fin de l'heure légale de fermeture du débit de boissons.

Article 13 : Conformément aux articles 6.1 à 6.6 et 6.8 de l'arrêté réglementant les activités bruyantes, l'exploitant devra prendre toutes mesures utiles pour que les bruits et notamment la musique émanant de l'établissement ne soient à aucun moment gênants pour les habitants du même immeuble, des immeubles mitoyens et du voisinage.

Article 14 : Le présent Arrêté annule et remplace toutes les autorisations qui auraient pu être antérieurement délivrées.

Article 15 : La présente autorisation est donnée à titre précaire. Elle sera révoquée à tout moment, sans que le titulaire autorisé puisse prétendre à une indemnité au cas où les conditions sus-énoncées ne seraient pas remplies ou si l'administration le juge utile dans l'intérêt public.

Article 16 : Toutes infractions aux dispositions qui précèdent constitueront contravention et seront réprimées comme telles, selon l'Article R 116-2 alinéa 1 du Code de la Voirie Routière

Article 17 : Mme. la Directrice Général des Services, Mr le Commissaire Principal de Police et M. le Directeur des Services Techniques Municipaux, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cambrai le 23 mai 2024

François-Xavier VILLAIN

